

La France: parc d'attractions ou industrie et aménagement du territoire

Deux visions de la société

Yann Le Pollotec, Pascal Borelly
Université d'été du PCF

29 aout 2010



Secteur entreprises du P.C.F. .

En trois parties.....



1) L'industrie: c'est quoi?

2) Les politiques mises en oeuvre depuis 40 ans.

3) Quelles propositions?

Une première question



De quoi parle-t-on
quand on parle
d'industrie ?

On parle de



- **De production énergétique:**
électricité, pétrole, hydraulique, éolien...etc
- **Métallurgie et ses nombreuses filières:**
sidérurgie, aéronautique, automobile, l'électronique, électro-ménager...etc.
- **De Batiments et travaux publics:**
La construction de logements, les routes, les ouvrages d'art

Mais aussi



- **De filière chimique:**
avec les médicaments, les matières plastiques..etc
- **D'agro-alimentaire:**
avec la transformation des matières premières agricoles.
- **De télécommunications:**
Avec le téléphone, le guidage et les transmissions par satellites.

Et encore



- **D'habillement, de vêtements**
- **De le filière des transports:**
le ferroviaire, le routier, le naval
- **De défense:**
avec l'aéronautique, la navale, les arsenaux,
les centres d'essais et établissements d'Etat.

On parle



- **De créations de richesses.**
- **D'emplois, de qualifications, formations**
- **D'aménagement du territoire.**

En bref on parle



- **On parle de la vie quotidienne des gens.**
- **De ce qui fait la force le rayonnement économique et politique d'un pays.**

L'industrie et les services qui s'y rattachent en chiffres



- **Près de 40% du PIB.**
- **20% des emplois salariés.**
- **80 % de la recherche privée.**

L'évolution depuis 1980



	1980	2006
Industrie	5,3 millions	3,5 millions
	24 %	13,8 %
Services à	1,8	4,1 millions
L'industrie	8,8 %	16,1 %
Total	7,1 millions	7,6 millions
	32,8 %	30 %

évolution de l'emploi industriel 1980-2010

De 1980 à 2007, l'industrie française a perdu 1 913 500 emplois passant de 5 327 400 emplois à 3 414 000, soit une baisse de 36 %

	externalisation	Gains de productivité	Délocalisation
1980/2000	33%	50%	15%
2000/2007	5%	65%	28%

Les gains de productivité apparentes du travail sont causes et effets majeurs des pertes d'emplois.

Sur 2000-2007, 63 % des destructions d'emplois s'expliquent par la pression de la concurrence internationale (contre 45 % de 1980 à 2007).

Avec la crise en 2009, la tendance s'est considérablement aggravée : -190.000 emplois

Evolution des qualifications



- La Révolution Scientifique Technologique et Informationnelle a considérablement modifié les qualifications, les organisations du travail.
- Moins d' OS et d'employés.
- Des ouvriers plus qualifiés.
- Croissance importante des techniciens, Ingénieurs, cadres, chercheurs

Evolution des produits



- Plus complexes : moins de matières premières et d'énergie mais de travail intellectuel. Ils font intervenir une multitude d'acteurs .
- Un ensemble qui commence avec la recherche, se poursuit avec l'étude et le développement, la fabrication, la maintenance et la réparation, la déconstruction pour se terminer par le recyclage.

Mythes et contre vérités (1)



- 1. Le mythe du remplacement des emplois industriels détruits par ceux de la “révolution numérique” et de la croissance verte”.**
- 2. L’opposition entre les “vieilles” industries dites “sans avenir”: textile, sidérurgie,...etc et les nouvelles industries dites”high tech”.**
- 3. Les salaires , les droits, la protection sociale, et les conditions de travail des emplois dits “indélocalisables “ sont directement attaqués par la directive services.**

Mythes et contre vérités (2)



- **Le mythe de la flexibilité et de la mobilité.**
- **Le mythe de la viabilité d'une économie sociale et solidaire sans une industrie forte.**

Deuxième partie



**Les politiques mises en
oeuvre depuis le début des
années 1970**



Deux objectifs

- La recherche du profit maximum.
- Après la grande peur de 1968 l'affaiblissement durable des structures organisées syndicales et politiques du mouvement ouvrier.

Un processus de désindustrialisation (1)



- Destructions massives d'emplois industriels: charbon, sidérurgie, textile, navale...etc.
- Une vision de la productivité focalisée sur la réduction du nombre d'emplois et la baisse de la masse salariale.
- Le désinvestissement du territoire national au profit de la fuite des activités vers les pays émergents.

Un processus de désindustrialisation (2)



- La dépossession des salariés de leur savoir faire.
- Face aux départs en retraite des “papy boomer” l'organisation de la pénurie des jeunes formés aux métiers hautement qualifiés de l'industrie pour rendre “inéluatable” les délocalisations.
- Eclatement des entreprises et des collectifs de travail avec les externalisations d'activités, les mises en sous-traitance, les filialisations...etc.

Un processus de désindustrialisation(3)



- Au coeur des entreprises on substitue aux rapports de coopérations, des rapports de mise en concurrence et de clients/fournisseurs.
- Explosion de l'instabilité, baisse de salaires, précarité permanente.

...et de délocalisations



- Chantage aux délocalisations et à l'emploi pour obtenir des baisses des salaires, la remise en cause des 35h, des acquis sociaux.
- Les délocalisations intra-européennes.
- Les délocalisations vers les pays émergents.
- La destruction du tissu industriel avec les nouveaux rapports entre les “donneurs d'ordres” et sous traitants.
- Depuis 2008 avec la crise financière, les délocalisations s'accélérent et changent de nature

Une industrie livrée à la finance



- Le cancer financier des entreprises .
- Les prédateurs: les fonds financier, les “Private equity” et leur “LBO”.
- La responsabilité des banques et des institutions financières publiques comme privées.
- Le poids de la finance dans la gestion des entreprises et les choix stratégiques. Le triomphe du court terme et des actionnaires rois! La structure des groupes, les systèmes d'information, les rapports de pouvoirs à l'intérieur des entreprises se métamorphosent sous la pression des marchés financiers.

Une industrie livrée à la finance



Le Private equity est une activité consistant pour un fond financier à entrer au capital d'entreprises non cotées en bourse - d'où le nom *private equity* en anglais par opposition au terme *public* – qui ont besoin de fonds propres. Les fonds de «private equity » exigent pour les actionnaires une rentabilité de 15% à plus de 20%, pour cela ils pratiquent le LBO – Leverage Buy-Out, ou « effet levier » en français.

Une industrie livrée à la finance



Le **LBO** : le fond choisit une entreprise cible, l'achète à crédit au prix le plus bas possible. Il rembourse la dette avec les bénéfices de l'entreprise, puis la revend au bout de 2 à 5 ans avec de substantiels profits. après l'avoir valorisé par un sévère plan de « réduction de coût » (emplois, salaires, immobilisations...). La somme gagnée par le fond peut atteindre 10 fois son apport initial d'argent.

La cible privilégiée des LBO sont les PMI/PME et les filiales externalisées des grands groupes.

Une industrie livrée à la finance




Exemple : Cegelec (ex division du groupe Alstom, externalisé lors de la privatisation).

2001 : Achat par des Private equity (dont une filiale de la CDC), pour 796 millions. Les fonds engagent 82 millions, le reste est emprunté. Le prêt réalisé pour son achat par les fonds est mis à la charge de Cegelec.

Cegelec rembourse le prêt avec intérêt : 43 millions en 2002, 25 en 2003, 340 en 2004 et 148 en 2005, et verse de substantiels dividendes aux fonds.

2006 : Revente de Cegelec par les fonds pour la somme de 700 millions. Les fonds gagnent 618 millions (700-82) soit 7,5 fois leur mise initiale mais Cegelec perd 3000 emplois en 5 ans

Echec de la Stratégie de Lisbonne et des théories libérales de l'OMC



La Stratégie de Lisbonne qui devait « faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010, avec une croissance durable assise sur une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et sur une plus grande cohésion sociale » est un échec.

La libéralisation du commerce international devait déboucher sur le bien-être général, dans le cadre d'une division du travail entre pays émergents, occident et reste du monde. En réalité, elle a entraîné une mise en concurrence mondiale féroce, des salariés, des territoires, des systèmes fiscaux, sociaux et sanitaires, pour l'unique bonheur des marchés financiers.

La Connaissance est devenue un terrain d'affrontement central entre le Capital et le Travail.

L'industrie des pays émergents monte d'une manière accélérée en puissance et en gammes C'est la Chine et non l'Europe qui met en œuvre les objectifs de la Stratégie de Lisbonne.

Les différentes politiques industrielles pratiquées en Europe



- L'augmentation de la compétitivité par :
 - La baisse des salaires réels.
 - L'intensification du travail.
 - Flexibilité et mobilité des salariés
 - La robotisation et l'automatisation.
 - Baisse des cotisations sociales et fiscalisation de la protection sociale
 - Baisse ou suppression de la fiscalité des entreprises.
- La création d'emplois aidés faiblement rémunérés dans le tertiaire pour compenser la disparition d'emploi industriel.
- Abandon et de délocalisations de certains filières et au profit de niches dites stratégiques.
- Les pôles d'excellence et les clusters.
- Investissement sur certains secteurs à haute valeur ajoutée.
- Stratégie d'alliance et de fusions nationales et internationales : Suez-GDF, Air-France KLM, EADS, Acelor-Mittal.
- Pénétration des marchés des pays émergents par implantation d'unités de productions et d'études.

Les différentes politiques industrielles pratiquées en Europe



- Des noyaux durs aux champions nationaux.
- Des groupes industriels intoxiqués par la finance et totalement apatrides.
- « Ce qui est bon pour les actionnaires de Renault est mauvais pour ses salariés ».
- Des groupes victimes « d'accidents » industriels du à la pression de la rentabilité financière : l'explosion de la plateforme de BP, l'A380, les retards de l'EPR, l'A400-M, les pannes de l'ICE et d'Eurostar.
- Des groupes où la stratégie financière remplace la stratégie industrielle. « des entreprises sans usines » Serge Tchuruk.
- En Occident : La fuite des « cerveaux » vers la finance.



Troisième partie

Les propositions pour une nouvelle politique industrielle

Nécessité d'une politique industrielle



- La France a besoin d'afficher une véritable volonté d'une grande politique industrielle qui réponde:
- Aux besoins humains, au bien commun.
- Aménagement du territoire.
- Au respect de l'environnement.

Place aux luttes



- Pas de nouvelle politique industrielle sans luttes.
- Luittes sociales et des droits sociaux nouveaux.
- Luittes politiques pour le développement de nos atouts.
- Sans rassemblements des salariés, des populations, des élus dans les entreprises et les territoires.



Un rôle nouveau du crédit

- Mise en place d'un pôle public des banques et du crédit.
- Le rôle fondamental du crédit au service des investissements créateurs d'emplois, de recherche et de formation.
- Mise en place dans toutes les régions de FREF (Fonds Régionaux pour l'Emploi et la Formation).
- Mise en place d'un FNEF (Fond National pour l'Emploi et la Formation).



Propriété intellectuelle

- Appropriation sociale des savoirs faire et des connaissances. Maîtrise par les salariés de la propriété et de l'usage des brevets, des copyrights, de la propriété intellectuelle.
- Effort massif de formation initiale et continue en faveur des filières scientifiques et techniques.
- Valoriser dans les médias la culture scientifique et technique.

Sécuriser l'emploi et la formation



- Mise en place d'un système de sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie.
- Garantir le droit au départ à la retraite à 60 ans pour tous et 55 ans pour les travaux pénibles avec un taux de remplacement de 75%.
- Revaloriser les salaires, améliorer les conditions de travail.

Nouvelles formes d'appropriations sociales



- Nationalisations démocratiques et réorganisations des secteurs industriels stratégiques. Par exemple: création d'un pôle public de Energie-traitement des déchets.
- Mise en place de droits et des pouvoirs nouveaux pour les salariés, les élus, les citoyens sur tout ce qui fait la vie dans l'entreprise: ses choix stratégiques, sa politique de l'emploi, la formation, la nature des investissements, les conditions de travail, les choix écologiques...etc

Un autre gouvernement de l'entreprise, un autre mode de production



Un autre gouvernement de l'entreprise :

- Pouvoirs d'interventions effectifs et d'initiatives des salariés sur les choix de gestion, l'organisation et la stratégie des entreprises.
- Pouvoirs des citoyens sur les modes de production : que produit-on ? Comment ? À quel fin ? Où ? Dans le cadre de quels rapports sociaux ?

Produire pour répondre aux besoins humains et non pour satisfaire les intérêts des actionnaires.

Investir dans la R&D et les activités industrielles permettant de construire des réponses durables aux défis de la crise écologique et à l'épuisement de certaines ressources naturelles.



Agir de l'Europe.....

- **Abrogation des directives européennes impliquant la séparation entre la production et les réseaux pour les services publics de réseaux. Par ex: SNCF/RFF, Edf/erdf.**
- **Mise en place de groupes publics européens par (EADS) basés sur la complémentarité et la mutualisation des investissements et des compétences**
- **Mettre en place un vrai fond européen d'aide à la réindustrialisation et aux relocalisations, sur la base de crédits selectifs et de véritables plans de formation. Rôle de la BEI**
- **Favoriser les coopérations intra et inter entreprises privées comme publiques, les péréquations, les subventions croisées.**



.....au mondial

- La question du protectionnisme : intérêts, dangers et limites. Remettre en cause le libre échange et les règles de l'OMC.
- Protéger les salariés, les citoyens et les territoires des dumpings salariaux, sanitaires, sociaux, fiscaux, et environnementaux.



.....au mondial

- Repousser la guerre économique et favoriser les coopérations et les mutualisations avec les pays émergents.
- Refuser l'hégémonie du dollar et de l'Euro et agir pour la création d'une monnaie commune mondiale comme le propose les BRIC.
- Soustraire de la loi du marché les secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'armement, de la santé et de la culture.